

**Département des Côtes d'Armor
Commune de Plouézec**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 21 janvier 2026

DATE DE LA CONVOCATION : 15 janvier 2026
NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 23
Présents : 14
Votants : 18

Le vingt et un janvier deux mille vingt-six, à 20 heures 00,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilles PAGNY.

Etaient présents : Monsieur Gilles PAGNY, Monsieur Patrick REMY, Madame Christine FAVENNEC, Monsieur David THIESSARD, Madame Véronique ROLLAND, Monsieur Nicolas HELLO, Monsieur Thierry ANDRE, Madame Joëlle BEAUVERGER, Madame Edith BOCHER, Monsieur Stéphane MOIGNET, Monsieur Erwan SERVIGET, Monsieur Michel BRULARD, Monsieur Yvon COLLIN, Monsieur Frédéric DUPONT

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Monsieur Armand LE JOUANARD représenté par Monsieur Gilles PAGNY, Madame Marie-Françoise MARJO représentée par Madame Christine FAVENNEC, Madame Emmanuelle LE JEUNE représentée par Madame Véronique ROLLAND, Monsieur Yannick HEMEURY représenté par Monsieur Frédéric DUPONT

OBJET : 2.1 Décision modificative n°3 au budget principal

Le Maire expose au Conseil municipal qu'une erreur d'imputation a été constatée dans la Décision Modificative n°2 du 17 décembre 2025. Une recette de fonctionnement a été enregistrée à tort sur l'article 7751 (« Produits exceptionnels sur opérations de gestion ») au lieu de l'article 7066 (« Prestations de services »).

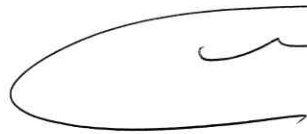
Le Conseil municipal,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2121-29,
- Vu le budget principal de la commune,
- Vu la Décision Modificative n°2 du 17 décembre 2025,
- Vu l'état des travaux en régie pour l'année 2025,
- Vu l'état des amortissements 2025 au prorata temporis,
- Entendu l'exposé du Maire,

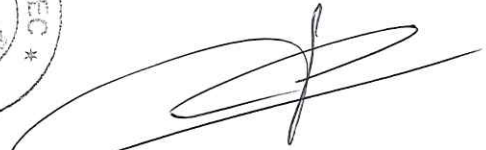
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, des membres présents et représentés,

- 1. APPROUVE** la Décision Modificative n°3 du budget principal 2025, telle qu'annexée.

Le Secrétaire de séance,
Monsieur Patrick REMY



Le Maire,
Gilles PAGNY,



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.